

Allemagne d'aujourd'hui, n°236
avril-juin 2021

**Bilan de la présidence allemande
du Conseil de l'Union européenne**

(juillet-décembre 2020)

La présidence allemande du Conseil de l'UE 2020. Quel rôle pour le couple Paris Berlin ?

Hans Stark

La présidence allemande de l'UE au second semestre 2020 était la dernière présidence d'Angela Merkel, peu avant la fin de sa chancellerie en 2021. On s'attendait donc à ce que la chancelière tire profit de toute son expérience et de son influence pour obtenir des résultats positifs. L'éventail des questions à l'ordre du jour était considérable. Il s'agissait de régler le différend sur le budget pluriannuel de l'UE, d'achever le Brexit, de renforcer la pression sur la Pologne et la Hongrie sur la question du respect de l'État de droit, de faire accepter le plan de relance franco-allemand et d'avancer dans des domaines importants tels que la digitalisation, la lutte contre le changement climatique et le partenariat commercial désormais très controversé avec la Chine. En outre, la pandémie a considérablement modifié le programme de la présidence allemande. Sur nombre de questions à régler, Berlin avait besoin du soutien de la France et l'a obtenu. Néanmoins, toutes les divergences entre l'Allemagne et la France n'ont évidemment pas pu être surmontées, notamment en matière de politique de sécurité et de défense commune, ainsi qu'au niveau économique et monétaire pour ce qui relève de la gouvernance de la zone euro. Ces différences restent à l'ordre du jour de l'agenda franco-allemand.

Die deutsche EU-Ratspräsidentschaft 2020. Welche Rolle für das Paar Paris - Berlin?

Die deutsche EU-Ratspräsidentschaft im zweiten Halbjahr 2020 war die letzte Ratspräsidentschaft für Angela Merkel, kurz vor Ende ihrer Kanzlerschaft 2021. Zu Beginn war erwartet wurde, dass die Kanzlerin all ihre Erfahrung und ihren Einfluss würde geltend machen müssen, um zu positiven Ergebnissen zu kommen. Die Themenpalette war enorm. Es galt den Streit über den Sieben-Jahres-Etat beizulegen, den Brexit zu vollenden, in der Rechtsstaatfrage den Druck auf Polen und Ungarn zu erhöhen, den deutsch-französischen Corona-Wiederaufbauplan umzusetzen und Akzente in wichtigen Bereichen wie der Digitalisierung, der Klimapolitik und der inzwischen sehr umstrittenen Handelspartnerschaft mit China zu setzen. Zudem hatte die Pandemie die Pläne der deutschen Diplomaten stark verändert. In allen Fragen die zur Entscheidung standen brauchte Berlin die französische Unterstützung und hat sie auch bekommen. Dennoch konnten nicht alle strukturellen Interessenunterschiede zwischen Deutschland und Frankreich überwunden werden, insbesondere in der Gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik, wie auch in der Wirtschafts- und Währungspolitik hinsichtlich der Währungsunion. Diese Gegensätze bleiben auf der deutsch-französischen Agenda.

The German Presidency of the EU Council 2020. What role for Paris and Berlin?

The German EU presidency in the second half of 2020 was Angela Merkel's last presidency, shortly before her chancellorship ends in 2021. It was therefore expected that the Chancellor would use all her experience and influence to achieve positive results. The range of issues on the agenda was considerable. These included resolving the dispute over the EU's multi-annual budget, completing the Brexit, stepping up pressure on Poland and Hungary on the issue of respect for the rule of law, pushing through the Franco-German recovery plan and making progress on important issues such as digitalization, the fight against climate change and the now highly controversial trade partnership with China. In addition, the pandemic has significantly altered the German Presidency's agenda. On many of the issues Berlin needed and got France's support. Nevertheless, not all the differences between Germany and France could be overcome, particularly in the area of common security and defence policy, and on the economic and monetary level with regard to the governance of the euro zone. These differences remain on the Franco-German agenda.

Une « présidence coronavirus » : les conséquences de la crise sanitaire sur la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne

Paul Maurice

Le 1er juillet 2020, l'Allemagne a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour une durée de six mois, dans une période de crise pandémique mondiale. Cette présidence est donc rapidement devenue, dans ses objectifs et son fonctionnement, une « présidence-coronavirus », elle-même victime de la pandémie. Au-delà de la gestion de la crise elle-même les défis de cette présidence étaient forts : il s'agissait tirer les leçons de la pandémie et les utiliser pour revitaliser une Union européenne en crise permanente. Durant cette présidence, la recherche de solutions a progressé, notamment en ce qui concerne les domaines sanitaire et économique alors que la crise sanitaire et ses conséquences restaient une préoccupation majeure. Mais le principal frein pour renforcer la souveraineté sanitaire européenne repose sur le fait qu'il n'y a pas de délégation de compétence dans le domaine de la santé au niveau européen, malgré quelques évolutions.

Eine „Corona-Präsidentschaft“: Die Folgen der Gesundheitskrise für die deutsche EU-Ratspräsidentschaft

Am 1. Juli 2020 übernahm Deutschland die sechsmonatige EU-Ratspräsidentschaft, in einer Zeit der globalen Pandemiekrisen. Diese Präsidentschaft ist somit in ihren Zielen und ihrer Funktionsweise schnell zu einer „Coronas-Präsidentschaft“ geworden, die selbst ein Opfer der Pandemie ist. Über die Bewältigung der Krise selbst hinaus waren die Herausforderungen dieser Präsidentschaft groß: Es ging darum, Lehren aus der Pandemie zu ziehen und diese zu nutzen, um eine Europäische Union in der Dauerkrise wiederzubeleben. Während dieser Präsidentschaft wurden Fortschritte bei der Suche nach Lösungen gemacht, vor allem in den Bereichen Gesundheit und Wirtschaft, während die Gesundheitskrise und ihre Folgen weiterhin ein großes Problem darstellen. Das Haupthindernis für die Stärkung der europäischen Gesundheitssouveränität liegt jedoch darin, dass es trotz einiger Entwicklungen keine Delegation von Kompetenzen im Gesundheitsbereich auf europäischer Ebene gibt.

A “coronavirus presidency”: The consequences of the Health Crisis for the German Presidency of the Council of the EU

On July 1, 2020, Germany assumed the six-month EU Council Presidency, at a time of global pandemic crisis. This presidency has thus quickly become a “corona presidency” in its objectives and functioning, itself a victim of the pandemic. Beyond the management of the crisis itself, the challenges of this presidency were strong: it was a question of drawing lessons from the pandemic and using them to revitalize a European Union in permanent crisis. During this presidency, progress was made in finding solutions, particularly in the areas of health and the economy, while the health crisis and its consequences remained a major problem. But the main obstacle to strengthening European health sovereignty is the lack of delegation of competences in the health field at the European level, despite some developments.

Une géopolitique commune ?

Les relations de l'Union européenne avec la Chine

Henrik Uterwedde

Il n'est pas facile de mesurer l'impact de la présidence allemande sur les relations UE-Chine. C'est pourquoi la contribution s'efforce à placer le dossier chinois dans un contexte temporel plus large, et à éclairer les enjeux tant économiques que politiques et géostratégiques. La dimension économique a joué un rôle primordial dans les relations. Le volume des échanges commerciaux s'est multiplié par huit entre 2000 et 2019. Pour l'UE, la Chine est devenu le second partenaire commercial de l'UE derrière les États-Unis, et pour l'Allemagne, dont l'industrie exportatrice profite considérablement des échanges, même le partenaire le plus important. Toutefois les difficultés se sont multipliées. Elles s'expriment par le contraste entre la fermeture chinoise et la plus grande ouverture des marchés allemands et européens, mais aussi par la tentative chinoise d'investir et de prendre pied dans certains secteurs stratégiques touchant à la sécurité des infrastructures sensibles. Cela a provoqué d'abord un débat critique puis un durcissement de la législation allemande encadrant les investissements directs venant de pays hors-UE. Il reste à voir si l'accord sur les investissements, paraphé en fin de la présidence allemande suite à des concessions chinoises de dernière minute, va rééquilibrer les relations économiques entre l'UE et la Chine.

Il s'est avéré de plus en plus que les relations économiques ne peuvent être séparées de la dimension politique et des visées géostratégiques de la Chine. Comme ses partenaires européens, l'Allemagne considère désormais la Chine comme un partenaire mais aussi concurrent économique ainsi qu'un rival systémique. Pour faire face, l'Union devra développer sa capacité de poursuivre une véritable stratégie géopolitique commune.

Eine gemeinsame Geopolitik? Die Beziehungen der EU mit China

Es ist nicht leicht, den Beitrag der deutschen Ratspräsidentschaft für die Entwicklung der europäisch-chinesischen Beziehungen zu bestimmen. Der Beitrag stellt diese Beziehungen daher in einen größeren zeitlichen Zusammenhang und geht insbesondere auf die ökonomische Dimension ein, bevor er die politischen und geostrategischen Zusammenhänge thematisiert. Lange Zeit haben die stark gewachsenen wirtschaftlichen Verflechtungen das Verhältnis zu China beherrscht. Der Handelsaustausch hat sich zwischen 2000 und 2019 verachtacht. Heute ist China für die EU der zweite Handelspartner nach den USA, für Deutschland sogar der erste. Gerade die exportstarke deutsche Industrie profitiert in besonderem Maße vom wachsenden chinesischen Markt. Auch die Investitionsverflechtung ist gestiegen, hat aber auch eine Reihe von Differenzen und Problemen geschaffen, die mit dem Gefälle zwischen chinesischer Abschottung und europäischer Öffnung zusammenhängen, aber auch mit dem Versuch chinesischer Unternehmen, in sensiblen Branchen und Infrastrukturen Fuß zu fassen. Es bleibt abzuwarten, ob das am Ende der Ratspräsidentschaft paraphierte Investitionsabkommen mehr Gleichgewicht in die ökonomischen Beziehungen bringt. In letzter Zeit hat sich gezeigt, dass die ökonomische Verflechtung immer weniger von politischen Fragen sowie den geostrategischen Ambitionen Chinas zu trennen sind. Auch darum hat sich die deutsche wie die europäische Haltung deutlich verändert. China wird nicht mehr nur als wirtschaftlicher Partner, sondern stärker auch als Konkurrent und vor allem als systemischer Rivale gesehen; die politischen Entwicklungen und weltweiten geostrategischen Offensiven Chinas werden offen kritisch bewertet. Auch die deutsche Ratspräsidentschaft war von diesem neuen Problembewusstsein geprägt und zielte auf eine gemeinsame europäische Geopolitik gegenüber China. Es wurde aber auch deutlich, dass der Weg dorthin noch sehr weit ist.

A Common Geopolitics? The EU's relations with China

It is not easy to determine the contribution of the German presidency to the development of European-Chinese relations. This article therefore places these relations in a broader temporal context and looks in particular at the economic dimension before addressing the political and geopolitical connections. For a long time, the relationship with China was dominated by the strong growth of economic ties. Trade exchange has octupled between 2000 and 2019. Today, China is the EU's second trading partner after the USA, and Germany's first. German industry, which is strong in exports, benefits particularly from the

growing Chinese market. Investment interdependence has also increased, but it has also created a number of differences and problems related to the gap between Chinese isolation and European openness, but also to the attempts of Chinese companies to gain a foothold in sensitive industries and infrastructures. It remains to be seen whether the investment agreement signed at the end of the German presidency will bring more balance to economic relations. It has recently become apparent that economic interdependence is becoming increasingly difficult to separate from political issues and China's geopolitical ambitions. This is another reason why the German and European stance has changed significantly. China is no longer seen only as an economic partner, but more strongly as a competitor and above all as a systemic rival. The German presidency was also marked by this new awareness of the problem, and aimed at. However, it has also become clear that there is still a long way to go before a common European geopolitics towards China can be instated.

Pacte vert et enjeux énergétiques dans l'UE : l'étrange ambiguïté de la politique énergétique allemande

Michel Deshaies

L'article montre les multiples incohérences qui existent entre les objectifs affichés dans le pacte vert et la réalité de l'évolution des enjeux énergétiques en Europe depuis 1990. En raison de multiples contraintes techniques et géographiques, l'accroissement des énergies renouvelables intermittentes et le projet de produire de l'hydrogène renouvelable ont peu de chances de permettre à l'UE d'atteindre l'objectif de diminution des émissions défini pour 2030. L'article pose la question du réalisme des objectifs du pacte vert par rapport aux ressources disponibles en Europe et interroge ensuite les enjeux de la controverse autour du gazoduc Nord Stream 2.

Green Deal und Energiefragen in der EU: die seltsame Zweideutigkeit der deutschen Energiepolitik

Der Artikel zeigt die vielfältigen Inkonsistenzen zwischen den im Green Deal festgelegten Zielen und der Realität der Entwicklung der Energieprobleme in Europa seit 1990. Aufgrund mehrerer technischer und geografischer Einschränkungen, ist es unwahrscheinlich, dass die Zunahme intermittierender erneuerbarer Energien und das Projekt zur Erzeugung erneuerbares Wasserstoffes ermöglicht, das für 2030 festgelegte Emissionsminderungsziel zu erreichen. Der Artikel wirft die Frage nach dem Realismus der Green Deal-Ziele in Bezug auf die verfügbaren Ressourcen in Europa auf und untersucht dann die Herausforderungen der Kontroverse um den Nord Stream 2 Gas-Pipeline.

Green deal and energy issues in the EU: the strange ambiguity of German energy policy

The article shows the multiple inconsistencies that exist between the objectives displayed in the Green Pact and the reality of the evolution of energy issues in Europe since 1990. Due to multiple technical and geographical constraints, the increase in intermittent renewable energies and the project to produce renewable hydrogen are unlikely to allow the EU to achieve the emission reduction target set for 2030. The article raises the question of the realism of the Green Deal targets in relation to available resources in Europe and then examines the stakes of the controversy surrounding the Nord Stream 2 gas pipeline.

Souveraineté numérique pour une société de l'information ?

L'Allemagne et le projet de normalisation

de la politique numérique européenne

Wolf J. Schünemann

La présidence allemande du Conseil correspond à un moment où des normes internationales sont élaborées en matière de numérisation. Par des réformes innovantes, l'Union européenne porte un projet ambitieux pour une économie de plateforme fondée sur des valeurs éthiques. Dans ce contexte, l'article interroge la position de l'Allemagne dans l'élaboration d'une politique numérique européenne. La présidence allemande du Conseil utilisa-t-elle cette fonction temporaire pour apparaître elle-même comme un créateur de nouvelles normes ? Ou bien poursuivit-elle ses propres objectifs qui pourraient entrer en conflit avec le projet de normalisation au niveau supranational ? Afin de répondre à ces questions, outre le programme et les initiatives de la présidence du Conseil, nous examinerons les contributions plus anciennes de l'Allemagne à l'élaboration de cette politique dans des domaines tels que la protection des données et la lutte contre les crimes de haine.

Digitale Souveränität für die Plattformgesellschaft? Deutschland und das normative Projekt europäischer Digitalpolitik

Die deutsche Ratspräsidentschaft ist in eine Zeit internationaler Normenentwicklung für die Digitalisierung gefallen. Mit innovativen Reformen verfolgt die Europäische Union ein ambitioniertes normatives Projekt für eine werteorientierte Plattformökonomie. Vor diesem Hintergrund stellt sich der Beitrag die Frage, wie sich Deutschland zum normativen Projekt europäischer Digitalpolitik verhält? Hat die deutsche Ratspräsidentschaft ihre temporäre Sonderrolle genutzt, um selbst als digitalpolitischer Normunternehmer in Erscheinung zu treten? Oder hat sie eigene Ziele verfolgt, die mit der Werteorientierung auf supranationaler Ebene in Spannung geraten könnten? Um Antworten zu finden, richtet sich der Blick nicht allein auf Programm und Initiativen der Ratspräsidentschaft, sondern auch auf weiter zurückreichende Beiträge Deutschlands zur Ausprägung europäischer Digitalpolitik in zentralen Handlungsfeldern wie Datenschutz und Bekämpfung von Hasskriminalität.

Digital Sovereignty for the Platform Society? Germany and the normative project of European digital policy

The German Council Presidency took place in a period of international norm development towards digitalisation. With innovative reforms, the European Union is undertaking an ambitious normative project for a value-oriented platform economy. Against this backdrop, this article examines the question how Germany positions itself in relation to this normative project of European digital governance. Has the German Council Presidency used its temporary leadership role to act itself as norm entrepreneur? Or did it rather pursue its own goals that might conflict with the value-orientation promoted at the supranational level? In order to find answers, the article does not only focus on the program and initiatives of the Council Presidency but also takes a look at more substantial contributions made by Germany in the development of European digital governance with respect to the core policies of data protection and the fight against online hate.

Changement de cap de l'Allemagne en matière de politique européenne : un repositionnement avec des limites

Peter Becker

En 2020, une étape à la fois importante et surprenante a été franchie par l'Union européenne sur la voie de l'intégration : avec le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027 et le plan de relance européen « Next Generation EU » (NGEU), l'UE pourra disposer d'un budget d'une enveloppe globale impressionnante d'environ 1 800 milliards d'euros. Dans le même temps, et pour la première fois, la Commission européenne a été chargée de souscrire à des emprunts, afin de financer le plan de relance NGEU.

Cette réponse commune apportée aux grands défis socio-économiques causés par la pandémie de la Covid-19 n'a été rendue possible que grâce à un profond changement de la politique européenne menée par l'Allemagne. Cet article tente d'expliquer et de retracer cette transformation fondamentale : Sur quels points le gouvernement fédéral était-il prêt à innover en profondeur, où a-t-il fixé des limites, quelles conditions a-t-il formulées, et enfin, quelles étaient les raisons et les motivations qui ont amené l'Allemagne à redéfinir sa position ? Pour finir, il convient de se demander s'il faut y voir le signe d'une transformation durable et en profondeur de la politique européenne menée par l'Allemagne.

Deutschlands europapolitische Kehrtwende – Neupositionierung mit Einschränkungen

Die Europäische Union hat im Jahr 2020 einen großen und zugleich überraschenden Integrationsschritt gemacht: mit dem nächsten mehrjährigen Finanzrahmen (MFR) für die Jahre 2021-2027 und dem europäischen Aufbaufonds „Next Generation EU“ (NGEU) wird die EU über einen Haushalt mit dem beeindruckenden Gesamtumfang von rund 1,8 Billionen Euro verfügen können. Zugleich wurde die Europäische Kommission beauftragt, zur Finanzierung des NGEU erstmals Kredite aufzunehmen.

Diese gemeinsame Antwort auf die großen sozio-ökonomischen Herausforderungen der Covid-19-Pandemie war erst nach einer grundsätzlichen Veränderung der deutschen Europapolitik möglich geworden. Dieser Artikel versucht, diesen grundlegenden Wandel in der deutschen Europapolitik zu erklären und nachzuzeichnen: An welchen Punkten war die Bundesregierung zu weitreichenden Neuerungen bereit, wo zog sie Grenzen und welche Bedingungen formulierte sie und schließlich was waren die Gründe und die Leitgedanken für diese Neubestimmung der deutschen Position? Abschließend wird die Frage diskutiert, ob diese Schritte auf einen grundlegenden und nachhaltigen Wandel der deutschen Europapolitik hindeuten.

Germany's change of course in European policy: a repositioning with limits

In 2020, the European Union took an important and surprising step towards integration: with the next Multiannual Financial Framework (MFF) for the period 2021-2027 and the 'Next Generation EU' (NGEU) recovery plan, the EU will have a budget with an impressive total of around 1.8 trillion euros. At the same time, and for the first time, the European Commission has been given the task of taking out loans to finance the NGEU recovery plan.

This joint response to the major socio-economic challenges caused by the Covid-19 pandemic was only made possible by a profound change in European policy led by Germany. This article attempts to explain and trace this fundamental transformation: on what points was the federal government prepared to innovate in depth, where did it set limits, what conditions did it formulate, and finally, what were the reasons and motivations that led Germany to redefine its position? Finally, the question arises as to whether this is a sign of a lasting and far-reaching transformation of Germany's European policy.

La Pologne et la présidence allemande de l'UE. Enjeux européens et nationaux

Pierre-Frédéric Weber

La présidence allemande de l'UE, intervenue en pleine crise sanitaire de la COVID-19, a eu à traiter des dossiers-clés de l'agenda européen dont les implications nationales ont réveillé, une fois de plus, des tensions entre Varsovie et Bruxelles, Varsovie et Berlin, mais aussi Varsovie et Paris. La question du budget européen en corrélation avec l'impératif de respect de l'État de droit a constitué la principale pomme de discorde, non seulement d'ailleurs avec Varsovie, mais également avec Budapest. Le risque de remise en question du modèle de la démocratie libérale par des tentations illibérales, voire autoritaires a toutefois relégué quelque peu dans l'ombre d'autres points de divergence à dimension européenne entre l'Allemagne et la Pologne : politique énergétique et pacte écologique, sécurité énergétique dans les rapports entre l'UE et la Russie, sécurité stratégique dans les relations avec les États-Unis.

Die deutsche EU-Ratspräsidentschaft und Polen. Europäische und nationale Themen

Die mitten in der von Corona verursachten Gesundheitskrise eintretende deutsche EU-Ratspräsidentschaft hatte auf ihrer Agenda Schlüsselthemen, deren nationale Verflechtungen erneut für stärkere Spannungen zwischen Warschau und Brüssel, Warschau und Berlin, aber auch Warschau und Paris gesorgt haben. Die Frage des europäischen Haushaltes in Verbindung mit der Pflicht zur Respektierung des Rechtsstaates stellte dabei den sauersten Zankapfel dar, übrigens nicht nur mit Warschau, sondern auch mit Budapest. Das Risiko einer Infragestellung des Modells der liberalen Demokratie durch illiberale oder gar autoritäre Anwandlungen hat jedoch weitere Meinungsverschiedenheiten zwischen Deutschland und Polen in Bezug auf Europa etwas ausgeblendet: Energiepolitik und Umweltpakt, Energiesicherheit in den Beziehungen zwischen der EU und Russland, strategische Sicherheitsfragen im Verhältnis zu den Vereinigten Staaten.

The German EU Presidency and Poland and. European and national issues

Assuming the presidency of the Council of the European Union in the middle of the health crisis caused by COVID-19, Germany had some key issues on the agenda, with national implications responsible for renewed tensions between Warsaw and Brussels, Warsaw and Berlin, as well as Warsaw and Paris. The question of the EU budget put in relation to the compliance with the rule of law was the main bone of contention not only with Warsaw, but also with Budapest. However, the risk of a challenge to the model of liberal democracy by illiberal or even authoritarian tendencies has tuned out additional dissension between Warsaw and Berlin on other European issues like: energy policy and environment pact, energy security in the relations with Russia, strategic security issues and the relations with the United States.

La question du Brexit sous la présidence allemande. D'une négociation à hauts risques vers un Brexit dur

Jean-Marc Trouille

Helen Trouille

Tout au long de la présidence allemande de l'Union, l'un de ses enjeux fondamentaux aura été de mener à leur terme les discussions sur la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

Michel Barnier, responsable des négociations sur la sortie du Royaume-Uni, a pu compter sur le soutien inconditionnel apporté par cette présidence, afin d'éviter un *no deal*, qui eut été dommageable à tous, tout en préservant l'unité des 27 Etats-membres. L'accord, conclu à la veille de Noël 2020 après bien des péripéties, offre un cadre dans lequel s'inscrira la relation future.

Mais Michel Barnier invite les Européens à rester vigilants. Comme le démontrent les auteurs, le Royaume-Uni post-Brexit, gagné par une idéologie national-populiste rétrograde ainsi qu'une corruption rampante au plus haut niveau du gouvernement, restera l'enfant terrible d'une Europe que les avocats les plus ardents du Brexit rêvent toujours de détruire.

Die Brexit-Frage während der deutschen Präsidentschaft. Von Verhandlungen mit hohem Risiko bis zu einem harten Brexit

Eine der Hauptprioritäten der deutschen Präsidentschaft der Europäischen Union bestand darin, die Verhandlungen mit London über die zukünftigen Beziehungen zwischen der EU und dem Vereinigten Königreich abzuschließen.

Michel Barnier, verantwortlich für diese Verhandlungen, konnte auf die volle Unterstützung der deutschen Präsidentschaft rechnen, nicht nur um ein *no deal* und seine schädlichen Folgen zu vermeiden, sondern auch, um die Einheit der 27 Mitgliedsstaaten zu gewährleisten. Das Handels- und Kooperationsabkommen wurde nach zahlreichen unvorhergesehenen Ereignissen schließlich am Weihnachtsabend 2020 erreicht. Es bietet beiden Seiten einen regulatorischen Rahmen, in dem die zukünftigen Beziehungen artikuliert werden können.

Trotz dessen ermahnt Michel Barnier die Europäer, wachsam zu bleiben. So wie es die Autoren in diesem Beitrag demonstrieren, wird das Vereinigte Königreich, getrieben durch eine rückständige nationalpopulistische Ideologie und grassierende Korruption auf höchsten Regierungsebenen, das *enfant terrible* eines Europas bleiben, das die aktivsten Verfechter des Brexits immer noch zerstören wollen.

The issue of Brexit during the German presidency. From a high-risk negotiation towards a hard Brexit

All along the German presidency of the European Union, one of its key stakes will have been to conclude the negotiations with London about future relations between the EU and the United Kingdom.

Michel Barnier, in charge of leading these negotiations, was able to rely on the full support of the German presidency, both to avoid a highly damaging *no deal*, and to preserve the unity of the 27 member states. The agreement, reached during Christmas Eve 2020 after numerous ups and downs, presents a framework within which the future relationship can be accommodated.

However, Michel Barnier urges the Europeans to remain vigilant. As pointed out by the authors, the United Kingdom post-Brexit, driven by backward national-populist ideology and rampant corruption at the highest level of government, will remain the *enfant terrible* of a Europe that the most ardent proponents of Brexit still want to destroy.

La politique européenne d'asile et d'immigration : quel rôle pour le couple franco-allemand ?

Matthieu Tardis

En construction depuis plus de vingt ans, la politique européenne d'asile et d'immigration semble en panne en dépit d'un alignement des positions allemandes et françaises sur le sujet. La « crise migratoire » de 2015 a néanmoins souligné la fragilité de l'alliance franco-allemande et la timidité du soutien de la France à l'Allemagne confrontée à une situation exceptionnelle sur son territoire. Le couple franco-allemand éprouve des difficultés à convaincre ou à imposer à ses partenaires européens une ligne politique commune. Cela a amené des pays européens à contourner le cadre institutionnel européen pour faire face aux blocages des négociations sur l'avenir de la politique européenne d'asile et d'immigration. La Commission européenne a relancé ce chantier avec la présentation du pacte européen sur l'asile et l'immigration le 23 septembre 2020. La Commission espérait un accord politique sur les principaux aspects de ce texte sous l'autorité de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne. Néanmoins, cette dernière n'a pas permis d'avancées notables sur cette épingleuse question. La France devra reprendre le flambeau en 2022 et tenter de faire progresser les négociations sur ce dossier dans un paysage européen en changement en raison des élections nationales allemandes et françaises.

Europäische Asyl- und Einwanderungspolitik: Welche Rolle für das deutsch-französische Paar?

Die EU-Migrations- und Asylpolitik wird seit 20 Jahren aufgebaut. Aber dieser Prozess ist heute auf Eis gelegt, obwohl Frankreich und Deutschland die gleiche Position in dieser Frage vertreten. Die „Flüchtlingskrise“ im Jahr 2015 hat jedoch die Schwäche des deutsch-französischen Bündnisses aufgezeigt und das Ausmaß, in dem Frankreichs Unterstützung für Deutschland zaghafte war, obwohl Deutschland mit einer außergewöhnlichen Situation konfrontiert war. Das deutsch-französische Paar hat Schwierigkeiten, seine europäischen Partner zu überzeugen oder ihnen ein gemeinsames politisches Ziel aufzuzwingen. Infolgedessen umgehen die europäischen Länder den EU-Rahmen, um das Einfrieren der EU-Verhandlungen über die Zukunft der EU-Politik im Bereich Asyl und Migration anzugehen. Das von der Europäischen Kommission am 23. September 2020 verabschiedete Migrations- und Asyl-Paket ist ein Versuch, den Verhandlungsprozess wieder in Gang zu bringen. Die Kommission verließ sich auf die deutsche EU-Ratspräsidentschaft, um eine politische Einigung über die Hauptthemen des vorgeschlagenen Pakts zu erzielen. Aber Deutschland hat es nicht geschafft, bei diesem heiklen Thema Fortschritte zu erzielen. Frankreich wird die EU-Präsidentschaft im Jahr 2022 übernehmen, aber seine Bemühungen werden in einer bewegten europäischen Landschaft nach den nationalen Wahlen in Deutschland und in Frankreich stattfinden.

European asylum and immigration policy: what role for the Franco-German couple?

EU policy on migration and asylum is being built for the last 20 years. But this process is today on hold although France and Germany support the same position on this matter. However, the « migration crisis » in 2015 highlighted the weakness of the Franco-German alliance and the extend to which France's support to Germany was timid although Germany was facing an extraordinary circumstances. The Franco-German couple has difficulties to convince or impose a shared political objective to its European partners. As a consequence, European countries are getting around the EU framework in order to address the freeze of EU negotiations on the future of EU policy on asylum and migration. The European Commission's Pact on migration and asylum, adopted on September 23, 2020, is an attempt to relaunch the negotiation process. The Commission relied on the German presidency of the EU to reach a political agreement on main topics of the proposed pact. But Germany failed to achieve progress on this thorny topic. France will take over in 2022 but France's efforts will take place in a moving European landscape following national elections in Germany and in France.

L'Union européenne à la recherche d'une politique souveraine de défense

Detlef Puhl

Tirer le bilan de la présidence allemande au conseil de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité pose un problème. Car ce n'est pas le ministre national des affaires étrangères qui préside ce conseil pendant six mois, mais le Haut Représentant de Politique étrangère de l'UE pendant 5 ans. Le résultat le plus important pendant le « semestre allemand » est le début des travaux à la « boussole stratégique » de l'UE. Si celle-ci doit vraiment donner une orientation stratégique, des questions fondamentales se posent – celle d'une perception commune d'une Politique Commune de Sécurité et de Défense (PCSD) qui n'existe pas ; celle des compétences de l'UE en la matière ; et celle des rapports entre l'UE et l'OTAN qui développe, en même temps, son nouveau concept stratégique : Des défis fondamentaux et de longue durée.

Auf dem weg zu einer souveränen verteidigungspolitik der EU?

Eine Bilanz der deutschen EU-Ratspräsidentschaft in der Außen- und Sicherheitspolitik zu ziehen ist problematisch. Denn kein nationaler Außenminister sitzt dem Rat für Auswärtige Angelegenheiten für sechs Monate vor, sondern fünf Jahr lang der EU-Außenbeauftragte. Wichtigstes Ergebnis im „deutschen“ Halbjahr ist der Beginn der Arbeiten am „strategischen Kompass“ der EU. Diese werfen, wenn sie tatsächlich strategische Orientierung geben sollen, grundsätzliche Fragen auf – nach einem gemeinsamen Verständnis von Gemeinsamer Sicherheits- und Verteidigungspolitik (GSVP), das nicht existiert; nach den Kompetenzen der EU auf diesem Gebiet; und nach dem Verhältnis der EU zur NATO, die gleichzeitig an einem neuen strategischen Konzept arbeitet: Grundsätzliche und langfristige Herausforderungen.

The European Union in search of a sovereign defence policy

Presenting a balance sheet of the German presidency of the EU Council in matters of foreign and security policy creates problems. For it is not the national foreign minister who presides over this council for six months, but the High Representative of the EU for Foreign Policy for five years. The most important achievement during the „German semester“ is the start of work on the „Strategic Compass“ of the EU. If it is to really propose strategic orientation, fundamental questions are on the table – one on a common understanding of a Common Security and Defense Policy (CSDP) which doesn't exist; another one on the competences of the EU on this matter; and one on relations between the EU and NATO, which develops a new Strategic Concept at the same time: Fundamental and long-term challenges.

Les relations entre l'Europe et l'Afrique vues à travers le prisme franco-allemand

Alain Antil¹

Sina Schlimmer²

L'année 2020 devait être une année charnière pour (re)formuler la stratégie africaine de l'Europe. L'Allemagne et la France s'étaient engagées à renforcer les relations entre les deux continents et à la consolider lors du sixième sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne qui a été reporté à cause de la pandémie de la COVID-19. L'évolution des accords commerciaux ou encore la politique vis-à-vis du Sahel permettent de percevoir les évolutions de cette relation avec une zone, l'Afrique subsaharienne, qui est depuis les années 2000 dans une recomposition de ses partenariats extérieurs, avec un tropisme asiatique particulièrement marqué. Basé sur une approche historique, ce papier propose d'analyser les évolutions des politiques africaines de Paris et de Berlin et leur éventuel impact sur une stratégie africaine de l'UE.

Die beziehungen zwischen Europa und Afrika durch das deutsch-französische prisma betrachtet

Das Jahr 2020 sollte ein entscheidendes Jahr für die (Neu)Formulierung der europäischen Afrikastrategie sein. Deutschland und Frankreich hatten sich beide für verstärkte Beziehungen zwischen den zwei Kontinenten ausgesprochen. Diese sollten beim sechsten Gipfel der Afrikanischen und Europäischen Unionen konsolidiert werden, der allerdings aufgrund der COVID-19 Pandemie verschoben wurde. Die Entwicklungen der Handelsabkommen und der Politik bezüglich der Sahelzone bieten stichhaltige Ansätze, um die Beziehungen mit Subsahara-Afrika, dessen externe Partner sich seit 2000 diversifizieren – besonders mit dem asiatischen Raum –, zu analysieren. Auf einen historischen Ansatz gestützt untersucht dieses Kapitel die Entwicklungen der französischen und der deutschen Afrikapolitik und deren möglichen Einfluss auf die Afrikastrategie der EU.

Relations between Europe and Africa seen through the franco-german prism

The year 2020 was to be a pivotal year for (re)formulating Europe's Africa strategy. Germany and France were committed to strengthening relations between the two continents and to consolidating them at the sixth summit of the African Union and the European Union, which was postponed because of the COVID-19 pandemic. The evolution of trade agreements and the policy towards the Sahel provide lenses to assess the evolution of this relationship with Sub-Saharan Africa, a zone, whose external partnerships have been recomposing since the 2000s, with a particularly marked Asian tropism. Based on a historical approach, this paper proposes to analyze the evolution of France's and Germany's African policies and their possible impact on the EU's Africa strategy.

¹ Alain Antil est le directeur du Centre Afrique subsaharienne à l'Institut français des relations internationales.

² Sina Schlimmer est chercheuse Centre Afrique subsaharienne à l'Institut français des relations internationales.

Quelle Europe sociale sous la présidence allemande du Conseil de l'UE ?

Brigitte Lestrade

Les mesures sur le plan social dont l'Allemagne espérait pouvoir voir la réalisation pendant sa présidence du Conseil ont été fortement impactées par la priorité donnée au combat contre la pandémie. Ainsi ont été votées des mesures budgétaires considérables, dont le fonds de relance *Next Generation EU*, notamment destinées à répondre aux besoins accrus en matière de santé et de chômage en Europe. Si cette réponse rapide à l'urgence de la situation a été bien perçue, l'action de l'Allemagne au sein du Conseil dans d'autres domaines sociaux laisse fortement à désirer : elle n'a obtenu aucune avancée en ce qui concerne le sujet très conflictuel du salaire minimum et des conventions collectives susceptibles de rapprocher les conditions d'emploi dans les pays européens, les positions des gouvernements restant trop éloignées. Même échec pour la question controversée de l'accueil des migrants et des demandeurs d'asile, les pays de l'Est et ceux de l'Ouest de l'UE ne pouvant s'entendre. Reste l'espoir de voir le Portugal, qui a succédé à l'Allemagne à la présidence du Conseil, de faire avancer ces questions épineuses.

Was für ein soziales Europa unter der deutschen EU-Ratspräsidentschaft?

Die sozialen Maßnahmen, die Deutschland während seiner Ratspräsidentschaft umzusetzen gedachte, wurden durch die Priorität, die der Bekämpfung der Pandemie eingeräumt wurde, stark beeinträchtigt. Erhebliche Haushaltsmaßnahmen, darunter auch der Konjunkturfonds *Next Generation EU*, wurden verabschiedet, um insbesondere den gestiegenen Bedarf auf dem Gebiet der Gesundheitsversorgung und der Arbeitslosigkeit in Europa zu decken. Während diese schnelle Reaktion auf die Dringlichkeit der Situation gut ankam, ließ das deutsche Vorgehen im EU-Rat in anderen sozialen Bereichen viel zu wünschen übrig: In der hoch umstrittenen Frage der Mindestlöhne und der Tarifverträge, die die Beschäftigungsbedingungen in den europäischen Ländern einander annähern könnten, wurden keine Fortschritte erzielt, da die Positionen der Regierungen zu weit auseinander lagen. Den gleichen Misserfolg gab es bei der umstrittenen Frage der Aufnahme von Migranten und Asylbewerbern, da sich die östlichen und westlichen EU-Länder nicht einigen konnten. Es besteht immer noch die Hoffnung, dass Portugal, das die Ratspräsidentschaft von Deutschland übernommen hat, in der Lage sein wird, bei diesen heiklen Themen Fortschritte zu erzielen.

Which social Europe under the German EU Council Presidency?

The social measures that Germany had hoped to achieve during its Council Presidency have been heavily impacted by the priority given to the fight against the pandemic. Considerable budgetary measures, including the *Next Generation EU* stimulus fund, have been passed to address the increased health and unemployment needs in Europe. While this rapid response to the urgent situation was well received, Germany's action in the Council in other social areas left much to be desired: it did not achieve any progress on the highly contentious issue of minimum wages and collective agreements that would bring employment conditions in European countries closer together, as the governments' positions remained too far apart. The same failure occurred on the controversial issue of the reception of migrants and asylum seekers, as Eastern and Western EU countries could not agree. There is still hope that Portugal, which has taken over the Council presidency from Germany, will be able to make progress on these thorny issues.

D'une présidence à l'autre : continuités et ruptures franco-allemandes

Claire Demesmay

Un an après la fin de la présidence allemande du Conseil de l'UE, c'est à la France de prendre le relais au premier semestre 2022. Pour les gouvernements des deux États, une telle présidence doit être l'occasion de peser sur la gestion de crise et de dessiner les contours de l'Europe post-crise. De plus, ils ont l'ambition partagée d'inscrire leurs présidences respectives dans la continuité – ce qui ne les empêche pas de poser des accents différents, ni d'être en désaccord sur certains sujets. Cet article commence par décrypter les ressorts de l'étroite coopération franco-allemande durant la présidence allemande en 2020, axée autour du plan de relance européen et d'un mécanisme d'endettement commun. Dans un deuxième temps, il s'attache aux intérêts communs de la France et de l'Allemagne, notamment en matière de transition numérique et énergétique, qui alimente la continuité entre leurs deux présidences. Pour finir, il met en lumière les divergences de vues et les désaccords structurels entre les partenaires qui pourraient à nouveau faire débat, liés en particulier à la question budgétaire et à la politique de défense.

Von einer Präsidentschaft zur nächsten: Deutsch-französische Kontinuitäten und Bruchlinien

Ein Jahr nach dem Ende der deutschen EU-Ratspräsidentschaft übernimmt Frankreich in der ersten Hälfte des Jahres 2022. Für die Regierungen beider Staaten ist die Präsidentschaft eine Chance, Einfluss auf das Krisenmanagement zu nehmen und das post-Krisen-Europa zu gestalten. Außerdem haben sie das gemeinsame Ziel, Kontinuität zwischen ihren jeweiligen Präsidentschaften zu gewährleisten – was unterschiedliche Akzente oder Meinungsverschiedenheiten nicht ausschließt. Dieser Artikel untersucht zunächst die Hintergründe der engen deutsch-französischen Zusammenarbeit während der deutschen Ratspräsidentschaft im Jahr 2020, in deren Mittelpunkt das europäische Konjunkturprogramm und ein gemeinsamer Schuldenmechanismus stehen. Zweitens befasst er sich mit den gemeinsamen Prioritäten Deutschlands und Frankreichs, insbesondere in Bezug auf die Digital- und Energiewende, um die sich die Kontinuität zwischen beiden Präsidentschaften bildet. Schließlich werden die Divergenzen und strukturellen Meinungsverschiedenheiten zwischen den Partnern beleuchtet, die wieder auftreten könnten, insbesondere im Zusammenhang mit der Haushaltsfrage und der Verteidigungspolitik.

From one presidency to the next: Franco-German continuities and divisions

One year after the end of the German Presidency of the EU Council, France is due to take over in the first half of 2022. For the governments of the two states, such a presidency is an opportunity to have an impact on crisis management and to draw up the contours of a post-crisis Europe. Moreover, they both share the ambition to ensure continuity in their respective presidencies – which does not prevent them from setting different accents, nor from disagreeing on certain issues. This article begins by decoding the dynamics of the close Franco-German cooperation during the German presidency in 2020, centred around the European recovery fund and a common debt mechanism. Secondly, it focuses on the common interests of France and Germany, particularly in the field of digital and energy transition, which fuels the continuity between their two presidencies. Finally, it highlights the divergences of views and structural disagreements between the partners that could become more pronounced, linked in particular to the budgetary issue and defence policy.

Crise sanitaire, coopération financière franco-allemande, stratégie de croissance durable

Gérard Valin

L'engrenage du cercle vicieux : « argent gratuit-surendettement-sous-rémunération de l'épargne » ne favorise pas nécessairement l'investissement durable des entreprises. Les rachats massifs de dettes publiques et privées par les banques centrales sur les marchés financiers internationaux maintiennent artificiellement les taux d'intérêt à long terme à des niveaux dérisoires. La qualité des investissements ainsi financés n'en est pas pour autant garantie. Après la crise de la covid-19, le renforcement sélectif des fonds propres des entreprises stimulerait la croissance respectueuse des critères « ESG » (« Environnementaux, Sociaux, Gouvernance ») et permettrait une transition écologique et technologique rapide et coordonnée. Une initiative bilatérale des banques centrales franco-allemande est aujourd'hui indispensable pour orienter l'épargne privée stable, via de nouveaux canaux financiers, vers des investissements d'avenir en Europe. A cette fin doivent être conçus des instruments spécifiques de fonds propres à rémunération variable conciliant les objectifs et les exigences de rendement des entreprises et les attentes des épargnants.

Gesundheitskrise, deutsch-französische Finanzkooperation, nachhaltige Wachstumsstrategie

Das Getriebe des Teufelskreis: „kostenloses Geld-Uberschuldung-Unterbezahlung der Ersparnisse“ fördert nicht grüne Investitionen. Die massiven Rückkäufe öffentlicher oder privater Schulden durch die Zentralbanken an den internationalen Finanzmärkten halten künstlich die langfristigen Zinsen auf lächerlichen Niveaus, ohne die Qualität der Investitionen zu garantieren. Nach der Covid-19 Krise würde die Verstärkung des Eigenkapitals das Wachstum des ökologischen und technologischen Wandels, nach „ESG“ Kriterien antreiben. Eine bilaterale Initiative der Bundesbank und der Banque de France ist heute nötig, um stabile Ersparnisse, über neue Finanzkanäle, auf Zukunftsinvestitionen in Europa zu lenken. Dazu würden neue Eigenkapitalinstrumente mit variabler Vergütung ermöglichen, Ziele und Renditenansprüche der Unternehmen an die Erwartungen der Sparer anzupassen.

Health crisis, Franco-German financial cooperation, sustainable growth strategy

The impact of the vicious circle: “costfreemoney-overindebtness-underremuneration of savings” doesn't foster the green investments. Massive buybacks of public and private loans on international financial markets keep the long term interests at the lowest possible level. High quality of thus financed investments is not necessarily reached. After the Covid-19 crisis, the selective increase of companies' equity would stimulate the ecological and technological transition, according to “ESG” criteria. To this end, an initiative of german-french central banks would allow to direct the stable savings, through new financial channels, to promising investments in Europe. Therefore should be set up new and specific financial instrument with variable remunerations in order to reconcile objectives, performance returns of companies' equity and expectations of savings.